

La métropole est à la multitude ce que, autrefois, l'usine était à la classe ouvrière : à propos d'un vieux dicton et des certaines expériences de lutte plus proches.

Mais la gauche ne le comprend pas. Donc, il faut entendre le grondement de la bataille (Foucault).

1. L'expropriation du « commun »

Dans la catastrophe de la gauche européenne, en conséquence de la chute du mur de Berlin, il y a vraiment trop d'éléments : on les connaît. D'une manière générale, ils doivent être reconduits à une perception figée de la composition sociale et politique des classes. Pour l'homme de gauche, cette perception reste (en mettant les choses aux mieux) celle de l'ouvrier fordiste et des classes moyennes productives, et dernièrement surtout celles-ci – même si avec de nouveaux éléments, comme par exemple l'assomption de certains paramètres, toujours plus « biopolitiques », d'évaluation du social. On commence à se rendre compte de l'intensité avec laquelle les facteurs politiques investissent et construisent la vie-même et la production de richesse (comme la reproduction des populations), et à quel point, pour ces déterminations, la politique est indispensable. En effet, biopolitique est ce « commun » (sites du savoir, structures métropolitaines, langages et modes de vie) qui constitue la plus part de notre existence. Le discours du nouveau « parti démocratique », dans ses expressions toujours plus banales, se caractérise (à la manière blairienne) par la tentative de diriger et/ou contrôler le processus violent de différenciation biopolitique des structures du revenu qui traverse la société libérale. Les « démocrates » italiens, s'adaptent à ce modèle. Et donc, ces nouveaux paramètres ne sont pas posés pour affirmer le « commun », mais pour le dissiper, non pas pour accueillir le « nouveau », mais pour le confondre. Cela pêche par la base. Or, nos démocrates de gauche, n'ont plus aucun référent réel de classe ou social, auquel s'adresser. Les « classes moyennes » ont rendu justice à l'« ouvrier social » : certes, mais il n'y a personne qui produit de la lutte dans cette nouvelle perspective. C'est l'autonomie du politicien, des médias et du babillage qui triomphe. Telle, est la condition du débat à l'intérieur du parti politique démocratique. Il faut conquérir l'équilibre biopolitique du social. S'agit-il d'un objectif ou d'une collocation politique ? Alors, ne pourrait-on pas douter que le centre puisse être un vide ou même un abîme ? En effet, si on leur demande (aux démocrates de gauche) pourquoi font-ils ceci ou cela, ils restent muets, et les faire parler revient à leur enlever une dent. À droite, la

situation est plus simple : la droite maintient ses référents de classe, et elle continue de poursuivre son objectif, à savoir d'enrichir les investisseurs, en détaxant leurs fortunes et offrant, dans le marché gigantesque des privatisations, de nouvelles possibilités pour stabiliser leurs richesses sur des rôles de pouvoir très importants. Es-ce comme cela ? Est-ce ainsi? En face des propositions vides du centre-gauche démocratique, la spécificité des politiques du centre-droite anti-démocratique se caractérise par l'objectif de constituer et/ou de renforcer une nouvelle *élite* propriétaire. Il nous semble qu'on revient à l'époque de Louis Philippe. Mais, ce n'est pas non plus cela. En réalité, la situation est très différente : et si Berlusconi est le stéréotype d'une répétition historique bouffonne, la droite et les conservateurs d'aujourd'hui ne sont plus vraiment ceux de l'époque de Louis Philippe. Ces nouveaux affairistes enfoncent leurs mains et leurs griffes dans ce « commun », construit par la nouvelle organisation du travail vivant, pendant le passage au de là du système des usines et du fordisme. (Et pour le moment – sauf à y retourner après avoir parlé des démocrates de gauche et de ceux de la droite conservatrice – laissons tranquilles les nouveaux « réactionnaires » de gauche (qui parfois prennent un air d'ultra-gauchistes), ceux pour lesquels rien ne s'est produit dans le monde, pour lesquels les patrons et les prolétaires sont toujours les mêmes, pour lesquels l'état nation est toujours le messie et l'internationalisme une pernicieuse utopie.

2. Condition métropolitaine : exploitation et résistance

Mais aujourd'hui, où sont les profits, les rentes, les salaires ? Aujourd'hui, où peut-on reconnaître la propriété, les enclosures, le pouvoir ? La réponse à ces questions – disent certains de mes amis et de mes camarades, dont nous partageons l'avis – se « localise » et se centralise dans la métropole. En effet, c'est la métropole le lieu dans lequel s'est réalisée la grande mutation de la force-travail et, par conséquent, où se nouent les fils du développement, et de la résistance. Le travail est devenu un réseau d'activité, la valorisation un processus cognitif, la richesse une circulation d'informations - : la métropole est donc une condition essentielle de la production. Mais, il y a quelque chose de plus (les mouvements révolutionnaires des banlieues françaises nous l'ont montré une fois de plus) : si l'espace de la valorisation, de l'exploitation et de l'exclusion est devenu un espace social, précisément l'espace métropolitain, sur lequel la composition des classes montre une modification radicale – alors, les luttes sociales se confondent avec cet espace, et s'étalent dans le temps et dans le projet métropolitain de libération pour la multitude des exploités. Ainsi, les contradictions de la rente et du profit, de

l'exclusion et de l'exploitation capitalistiques, s'accumulent dans l'espace métropolitain à côté de l'énorme productivité du travail. Nous avons déjà commencé à en parler, il y a longtemps, à la moitié des années 70, quand nous avons compris pour la première fois, de manière définitive et irrésistible, que le système des usines se serait affaïssé, et que les antagonismes se seraient diffusés dans la société, jusqu'à faire exploser tous les paramètres de la discipline sociale. A l'époque, nous avons introduit la tendance hégémonique de l'« ouvrier social ». Aujourd'hui, nous continuons à vérifier cette transition, après avoir conquis, pour nous-mêmes, des nouvelles connaissances et de nouvelles passions. Aujourd'hui, nous savons que le système des usines s'affaiblit quand la production devient sociale, cognitive et en réseau ; quand la vie-même fait partie de la production, l'espace métropolitain est traversé par toutes les contradictions que la production du capital détermine, pousse et mystifie. Autrefois dans l'usine, aujourd'hui dans la métropole. La métropole est devenue un énorme bassin d'activité et d'exploitation, et c'est sur la base d'une activité mesurée à ces dimensions (et des virtualités infinies qu'elle contient) que le prolétariat « multitudinaire » évolue dans la métropole. D'ailleurs, c'est sur la base des nouvelles contradictions métropolitaines, que le patron lui-même agit. Il cherche à introduire des systèmes de contrôle sur cet espace métropolitain que le nouveau travail vivant a construit, et il cherche à imposer, à travers des enclosures, des exclusions et des hiérarchies, un nouveau modèle : celui de l'inertie, afin de confirmer l'obéissance à ses ordres. Même la résistance utilise cet espace métropolitain et, à l'intérieur de ce dernier, elle se multiplie.

3. Métropole, globalisation, post-moderne

On croit savoir de quoi on parle, quand on dit que la métropole est le lieu où s'accumulent toutes les contradictions et les antagonismes d'un nouveau mode de production. Toutefois, cette réalité nouvelle et originale reste encore assez inconnue. Les architectes et les urbanistes, nous offrent des images très complexes de la ville métropolitaine. Mais, avant de traverser cette complexité, il faut se mettre d'accord sur un élément qui nous paraît central : la métropole contemporaine est une *réalité* totalement *nouvelle* parmi les figures de la cohabitation des hommes dans l'histoire, et il s'agit-là d'un *phénomène irréversible*. La métropole définit le post-moderne par sa seule existence. La métropole montre une extrême complexité contradictoire, mais toujours nouvelle. Une nouveauté intransitive, et un élément irréversible. Certains chercheurs, de droite comme de gauche, pensent que la globalisation du capital existe depuis que le

capital existe, donc du début de la Renaissance. Cela n'est pas vrai : dans ses formes actuelles, la mondialisation du capital est un phénomène très nouveau. De toute façon, même si c'était vrai que la mondialisation est ancienne, certes l'histoire ne nous a jamais montré une accumulation telle des citoyens et des travailleurs, de puissance productive et d'efficacité du pouvoir comme celle qu'aujourd'hui nous avons dans les métropoles. La moitié de la population mondiale y est accumulée. La globalisation, et la naissance de la grande structure métropolitaine, sont des phénomènes contemporains, qui naissent autour, et après 68. Par conséquent, les théories systémiques qui considéraient la planète partagée entre centre/semi-banlieue/banlieue, entre premier/deuxième/troisième monde – et bien, toutes ces théories sont tombées définitivement. Avec ces théories, même les illusions d'un développement « durable » et « équilibré », sont tombées. Désormais, où sont l'espoir et la théorie d'un « développement durable » ? Où sont les utopies de la ville *glocale* ? L'espace de la multitude impériale, est l'espace métropolitain ; l'espace métropolitain, est l'espace des antagonismes multitudinaux. *Hic Rodhus, hic salta.*

4. Du fordisme au post-fordisme

Si tout cela est vrai, s'il est vrai que dans la métropole, le nouveau mode de production, et la nouvelle consistance de la valorisation, se forment à partir de la concentration et de l'accumulation de la force-travail vive du travail immatériel et cognitif (voici autour de quoi le centre-droite et le centre-gauche, se confondent et se réjouissent) ; si dans la métropole, les flux des connaissances et du savoir, se présentent désormais comme un élément commun, alors tout cela signifie (comme nous l'avons déjà dit) que la dimension métropolitaine tout entière, est parcourue par la lutte de classe, et qu'à l'intérieur de ses flux et de la transformation que la lutte détermine, la métropole devient le moteur de production de subjectivité. Tantôt productive, tantôt antagoniste : voici où la droite et la gauche ne se réjouissent plus. Donc, nous avons saisi le passage de la résistance en usine de l'ouvrier fordiste, à la construction d'une réalité de travail indépendant sur le territoire, en parcourant ainsi le passage ouvrier de la dépendance de la grande industrie à l'autonomie du projet industriel. A l'époque, la petite et moyenne industrie, intégrée dans le district, était en train de rénover le mode de production. Nous avons aussi saisi la modification dans la composition anthropologique, sociale, technique et politique du prolétaire. De toute façon, nous avons conclu ces analyses en nous demandant pour combien de temps ce tissu serait-il capable de produire du profit, pour combien de temps

saurait-il se développer, et quand aurait-il explosé. Quand on parlait de ce tissu, on n'entendait pas tout simplement le développement de l'industrie socialement diffuse ; l'on entendait l'extension de l'industrialisation du social, c'est-à-dire la production *de la société*. Aujourd'hui, nous commençons à avoir une réponse aux interrogations posées à l'époque. En effet, si ce tissu explosait, la socialisation productive (de la part du capital) du tissu métropolitain, n'arriverait plus à tenir. C'est ce qu'aujourd'hui nous commençons à vérifier. Le passage de la production fordiste (d'usine) à celle post-fordiste (métropolitaine), est en train de se conclure – mais les systèmes de contrôle qui ont suivi cette transformation sont usés. Le passage s'est réalisé, mais, en se réalisant, il a consommé les instruments et les fonctions de l'ordre. Les mécanismes hiérarchiques et disciplinaires distribués sur le social, sont désormais inadaptés et inadéquats pour faire fonctionner des masses toujours plus différentes, et des multitudes variables de travailleurs. L'illusion du contrôle du territoire métropolitain, s'est montrée (avec toute la force qu'une explosion arrive à exprimer) dans la grande révolte des *banlieues* parisiennes. Mais, il ne s'agit pas d'un phénomène tout simplement lié aux processus d'assimilation de l'émigration et à leur crise, ni des phénomènes liés aux inégalités, à l'inefficience des processus de *gouvernance* : il s'agit surtout (même si pas seulement, comme il est évident) de phénomènes liés à la désintégration du tissu métropolitain productif, à la multiplication des frontières culturelles et des métamorphoses métisses, qui se réalise à la fin de la crise du fordisme, et pendant l'affirmation du nouveau mode de produire cognitif. Cette crise est une crise de transition – formidable dans ses caractéristiques – digne de considération révolutionnaire. *Mais la gauche, où est-elle ?*

5. Comment « faire multitude » dans la métropole ?

Il est évident que dans la métropole la multitude est soumise à des processus temporels et de dispersion spatiale : c'est à l'intérieur de ces conditions, que les mouvements de la multitude s'opposent continuellement, sur le terrain métropolitain, avec l'ennemi. Et cette opposition a bien lieu concrètement. Mais, comment unifier, comment recomposer, tout en gardant la différence des singularités, la multitude *contre* les dispositifs de discontinuité et de dispersion, qu'elle subit continuellement dans le rapport productif, et dans le conflit politique qui traverse la métropole ? (D'ailleurs, cette question peut être liée à celle que l'on se pose autour du thème de la recomposition des sujets – post-fordistes, cognitifs – flexibles et mobiles. La discontinuité est, comme la flexibilité, la caractéristique *temporelle* de l'agir ; la dispersion est, comme la mobilité, une

détermination *spatiale*). C'est ici que naît le problème du « faire la multitude », c'est-à-dire le problème de passer de la résistance (ou si l'on veut du consister phénoménologique dans la multitude, de l'« être multitude ») à sa dimension politique constitutive. En particulier, il faut souligner que le concept de multitude est un concept d'un *ensemble* de différences, un concept ontologique, c'est-à-dire posé à un *niveau primaire*. Les formes discontinues (dans le temps) ou dispersées (dans l'espace), et les différences de la multitude, se présenteront donc comme des caractéristiques existentielles, des façons phénoménologiques, à un *niveau*, pour ainsi dire, *secondaire*. Enfin, le concept de multitude se présentera toujours comme *un concept* d'un ensemble des différences, quelles que soient les discontinuités ou les dispersions auxquelles la multitude est soumise.

Par conséquent, il y a certains problèmes qui naissent. Et il faut se demander : comment est-il possible d'identifier une *interface* communicative entre la multitude, en qualité d'ensemble de singularités, et les déterminations temporelles et spatiales, qui recomposent et/ou dissipent son émergence, les mouvements métropolitains ? Comment décrire ces derniers, comment les classer, comment les prévoir (et selon quels cycles et quelle tendance ?). Il s'ouvre un nouveau *champ d'enquête* : mais aussi un nouveau champ de classification et de définition des périodes historiques. C'est là que nous sommes devant une courbe fondamentale et définitive du temps historique.

6. Biopolitique et métropole

Le problème est très important parce que le capital lui-même, à ce niveau du développement, n'arrive pas à nous indiquer aucun ordre cohérent et, par conséquent, n'arrive pas à exercer aucune capacité d'ordre, qui soit autre que le recours à l'état d'exception. Même l'ordre du capital est touché par la discontinuité et la dispersion des éléments dynamiques de la production, de la constitution du commun et de la production des subjectivités. C'est ici que le centre-gauche et le centre-droite trouvent le maximum de complicité. N'ayant pas de réels modèles alternatifs, pour les uns et pour les autres, l'alternative se dissout dans une image illusoire et un peu ivre du verre moitié plein et moitié vide. L'homologie dans la conception du pouvoir, entre droite et gauche (je veux dire que droite et gauche considèrent le pouvoir de la même façon), rend les acteurs aveugles et/ou indifférents. Si le pouvoir est considéré formellement homogène, pourquoi devrait-il montrer son indifférence, de point de vue et de contenu ? Au début, nous disions que le modèle démocratique défendu par la gauche (modèle posé au de là,

ou mieux, pour réformer Et/ou effacer l'image d'une société divisée en classes) avait l'avantage d'approfondir et découvrir certains référents biopolitiques ; toutefois, nous ajoutons que la défense de ce modèle était faite dans le but (consciemment ou non) de confondre les idées, plutôt que d'ouvrir à certains développements de résistance et de lutte). Tant qu'il continue de manquer un nouveau schéma d'intelligence et de promotion de la lutte de classe, c'est-à-dire, tant qu'on n'assume pas l'hégémonie du travail immatériel (cognitif, intellectuel, de service, affectif, etc.) sur tout le processus de production, même la défense du modèle biopolitique du welfare (à savoir la volonté d'étaler sur toute la société les effets de la rente, du profit et du salaire, et donc la capacité de les concevoir de façon antagoniste à ce niveau), tant qu'il manque le dispositif théorique-politique, et par conséquent, tant que la métropole n'est pas le pôle de référence de toute description de l'exploitation post-moderne où imaginer toute possibilité d'insurrection, - dans ce cas la conception du biopolitique ne pourra produire que des effets pervers. Il reste le fait que le capital n'arrive pas à déterminer (en ce qui concerne les puissances financières et industrielles et politiques) un « *happy end* », pour le destin de la multitude métropolitaine.

7. Expropriation et exode métropolitains

Mais, comme il est évident, l'insurrection n'est pas suffisante pour déterminer l'exode. La rébellion est toujours belle, la désobéissance est toujours utile – mais aujourd'hui, pour les multitudes, le moment de s'en aller est arrivé, avec les troupeaux qui les nourrissent et les tentes qui les protègent et les armes qui les défendent. Se rebeller est juste, mais ce n'est pas suffisant. Ce qui est en train de devenir capital, dans cette énorme transformation de la vie humaine, dans le post-fordisme et dans la globalisation, est la production d'une nouvelle subjectivité dans la métropole. Cela veut dire que l'analyse de la production métropolitaine de subjectivités, devient fondamentale. Au début, nous disions que l'insuffisance de la gauche (démocratique), consistait dans l'incapacité de concevoir la nouvelle structure de classe, à l'intérieur de la production contemporaine, à savoir à l'intérieur d'une production dans laquelle les processus de valorisation sont devenus toujours plus immatériels et cognitifs, alors que – du point de vue spatial – ils se jettent et ils sont plongés dans la métropole. La métropole est le lieu de l'hégémonie du travail immatériel. L'appropriation par le capital du plus-travail cognitif et l'exploitation généralisée du savoir se réalisent, de fait, dans la métropole. C'est la métropole, le point dans lequel la coopération et les réseaux s'étendent pour construire

une abondance des marchandises et des réactions, sinon de richesses. Dans la métropole, le capital développe les processus d'appropriation, les plus poussés. Mais après cette captation de travail et de savoir, s'ajoutent d'autres formes d'appropriation du capital : elles sont celles qui passent à travers la fiscalité ou qui sont organisées à travers l'expropriation des services publics, des activités communes, de la force productive sociale que la métropole exprime. C'est sur ce terrain que l'expropriation du capital de la coopération, dans la figure post-moderne, inclut toutes les opérations de misère, d'exclusion et de destruction du *Welfarestate*. L'exploitation s'étend donc de manière générale, et elle occupe tous les espaces du social, même ceux de l'exclusion (qui ne sont jamais nécessaires à l'organisation et aux hiérarchies métropolitaines). Nous pourrions ajouter, à ce point nodal beaucoup d'autres éléments de réflexion. Il suffit d'insister sur un seul et fondamental, celui qui met en rapport la coopération métropolitaine, dans ses figures générales, et les formes du salaire. Si la production est sociale, la mesure du salaire devrait se placer à l'intérieur de cette forme sociale. Cela n'arrive pas : pourquoi ? Est-ce que le capital pourrait soutenir ce rapport de mesure (*production sociale égale salaire social*) et la pression qui s'en suit ? En tout cas, c'est ici que les dispositifs de la discontinuité et de la dispersion de la multitude (ainsi que la mobilité et la flexibilité du travail) se croisent avec le problème stratégique de la reproduction sociale. Or, quand on parle de production de subjectivités, on parle d'une production de subjectivités qui se réfère au tissu social métropolitain comme un réseau des conditions coopératives. Si la multitude est l'ensemble des singularités, une fois reconnu que ces singularités (identifiées dans la dimension salariale) peuvent se recomposer dans le commun, il faut se demander comment ce commun pourra produire de la décision, de la lutte, de la volonté de transformation révolutionnaire.

8. La multitude dans la métropole

À ce point, nous n'avons aucune conclusion à proposer. Nous devons tout simplement approfondir la conscience d'être au milieu d'un nouveau chemin : d'une nouvelle problématique irréductible, posée afin de *territorialiser* le concept de *multitude*. Seulement, à travers la territorialisation de la multitude, le temps des singularités peut en effet s'ouvrir à la virtualité historique : aux événements. Et il peut être étudié en tant que tel. Je voudrais ajouter que lorsqu'on territorialise le concept de multitude, toute référence possible à la conscience « externe » au mouvement vient à manquer, toute prétention d'universalisation du projet disparaît, et donc une appropriation des

conditions matérielles et des productions des subjectivités de la coopération des singularités adéquate à ce but, se présente avec force. Une puissance finalement territorialisée.

Si l'on veut à tout prix arriver à une conclusion, la seule crédible est celle qui indique la recherche (mieux la co-recherche militante). Il s'agit, dans le dispositif jusqu'ici seulement défini, de déterminer comment la multitude pourra se présenter et s'articuler dans la métropole, sans oublier la manière dans laquelle la classe ouvrière se présentait dans l'usine (mais en même temps, chose évidente, en l'oubliant). Que-ce que ça signifie donc d'ouvrir des luttes multitudinaires dans les quartiers des métropoles, sur des territoires qui confluent dans les métropoles ? Que-ce que ça signifie de mettre les territoires au travail de la subversion multitudinaire ? On doit admettre que jusqu'à présent, seulement les fanatiques religieux qui tuent sans discrimination (dans ce cas, ils sont des puissances équivalents au pouvoir de l'Etat), arrivent à bloquer la ville : c'est absurde, les luttes sociales sont remplacées et réprimées, effacées et mystifiées par la terreur et la prévention de la terreur (dans la prévention de la terreur on produit et on montre l'incapacité du capital à trouver une fin aux activités de l'accumulation). Attention, donc : les corps assassinés qui bloquent la ville quand le terrorisme attaque, sont ceux de travailleurs. Il s'agit (si l'on veut les mettre dans une relation non passive avec ces événements) de renverser cette situation et d'empêcher que les corps des travailleurs puissent être présentés comme les victimes des bombes du terrorisme – comme pour les bombardements de l'ordre établi par les Thiers ou par les Bava Beccaris. Aujourd'hui, c'est le moment de la *desobeissance active*, simple prodrome et introduction à l'organisation multitudinaire pour la conquête de la métropole. Nous avons encore, dans notre bibliothèque, le livre de la Troisième Internationale (édité par Palmiro Togliatti) sur la conquête insurrectionnelle des villes-capitales des états-nations : comment assiéger les palais du gouvernement, la poste, la radio et tous les sièges des agences d'état et/ou militaires. Cela, ne sert plus à rien aujourd'hui. Il n'y a plus d'avant-gardes qui puissent nous conduire dans les centres du pouvoir. Par contre, les centres du pouvoir peuvent être absorbés et dispersés dans la multitude. Les grèves de 95-96 de Paris, les luttes argentines des premières années des années 2000, les grandes luttes autour du problème de l'eau et des conditions écologiques en Inde, et même celles actuelles dans la Vallée de Susa, nous apprennent beaucoup plus que les théoriciens insurrectionnels. Poser la multitude contre la métropole, signifie reconnaître

que la métropole est constituée du commun, signifie imposer de façon insurrectionnelle et commune, la vérité que seulement la multitude peut faire vivre la métropole.

9. La multitude contre la métropole

Dans la lutte entre la classe ouvrière et la multitude, il existe donc des similitudes, mais aussi, et surtout, des diversités. C'est sur le rapport entre similitude et diversité que se définit au fur et à mesure, de façon dangereuse, mais avec des effets, le destin de la multitude. La multitude est un nouveau nom pour indiquer le sujet collectif qui subit et qui se rebelle à l'exploitation. La multitude a remplacé la classe ouvrière dans la production et dans la vie de l'exploitation, comme dans la résistance. Aujourd'hui, la multitude est en train de définir l'espace d'expression, sur lequel inscrire le temps de la libération de l'exploitation. Mais ce n'est pas un hasard si le passage du sujet révolutionnaire de l'usine à la métropole représente une métamorphose pour le sujet lui-même : le croisement entre les espaces et les temps de la libération n'est pas indifférent par rapport à la composition sociale et politique du sujet. Cette « fusion » que le « vieux Sartre » proposait pour définir la classe ouvrière en lutte, et le processus de réalisation du communisme, - jusqu'à se dissoudre en tant que fonction de classe, se réduisant à l'extension de la lutte de l'usine au social – eh bien, cette fusion s'est ultérieurement étalée dans l'espace, et la dissolution de l'usine comme lieu central de lutte a transféré sa puissance sur les nouveaux sujets et sur le nouvel espace de la métropole. Donc il est clair à quelle point est profonde la cécité, et de la droite et de la gauche, face à cette métamorphose. Si, comme nous l'avons souligné dès le début, la droite et la gauche n'arrivent pas sortir du mode d'appropriation de la force-travail collective qui se concentre dans une action de pouvoir homologue/homogène/compacte, cette singulière transformation du temps et de l'espace dans les dispositifs constitutifs, de la multitude sûrement leur échappera. En occupant l'espace, la multitude en détermine même les articulations, elle se présente comme un flux, comme collective et politique, comme pouvoir constituant. Il ne nous étonne pas que sur ces espaces territoriaux toutes les catégories de l'économie politique soient en crise. Désormais, quel est le rapport entre le profit, la rente et le salaire ? Désormais, le rapport monétaire d'exploitation est complètement arbitraire ! Quelle est la nouvelle définition de l'exploitation, qui n'est plus liée à la loi de la valeur mais à l'expropriation de la coopération commune ? Désormais, quel est, et quel pourra être, le rapport entre le gouvernement politique de l'exploitation et le mouvement des luttes sur ces nouveaux espaces et autour de ces nouvelles torsions

du vivre multitudinaire et métropolitain ? Désormais, les crises financières et fiscales et les crises politiques et productives, ne sont plus que des *crises ontologiques* du vivre commun. Donc, quand nous abordons le problème du rapport entre la multitude et la métropole, nous entrons dans un territoire totalement nouveau, par rapport à l'expérience traditionnelle révolutionnaire, et par rapport aux dynamiques de la transformation, sur la base des quelles nous avons agi jusqu'ici. Dans le paragraphe précédent, nous avons reconnu dans certains grands luttes à cheval entre 20^{ème} et 19^{ème} siècle, des caractéristiques nouvelles et exemplaires, qui se réfèrent à ce que nous sommes en train d'expliquer. Certes, il s'agit de phénomènes nouveaux, mais aussi irréversibles (la nouveauté ne doit pas créer des illusions : par rapport à l'éventualité espérée que ce niveau recule, la nouveauté de l'événement est l'expression d'une accumulation irréversible de luttes). « Recommencer depuis (dès) le début, ne signifie pas retourner en arrière » : n'a jamais signifié cela, mais en particulier ne le signifie pas aujourd'hui. Qui recommence depuis le début, des luttes sociales et communistes pour la transformation de ce monde, désormais le fait sur la base d'une transformation ontologique du sujet, des temps et de l'espace dans lesquels s'inscrit (et le fait aussi sur la base de la conscience que le capital est devenu complètement parasitaire). Il reste le fait que ce nouveau destin doit révéler un *kairos* spécifique, que cette nouvelle composition doit exprimer une capacité de décision adéquate, que le cercle doit être capable de se transformer en ligne directe. Pour nous expliquer mieux (même si beaucoup feront semblant de ne pas comprendre) : il existe une continuité profonde entre les luttes des *banlieues* parisiennes et celles (par exemple) de la Vallée de Susa.

10. Thèmes d'enquête

Or, par rapport à ces problèmes naissants, l'*enquête militante métropolitaine* doit être développée. Il s'agit de problèmes qui touchent directement aux politiques de gauche, parce qu'elles renouvellent les métropoles d'Italie, d'Europe et des Etats-Unis de façon radicale, par rapport au mode de gouverner de la droite. Si l'autonomie multitudinaire s'exprime de la manière dont elle s'exprime dans les métropoles, bien évidemment elle pose certains thèmes programmatiques qui sont fondamentaux et prioritaires par rapport à tout choix politique. Ces thèmes sont de deux types : les uns, liés à la gestion *socio-économique* de la métropole, les autres liés aux déterminations *socio-politiques* du gouvernement des métropoles. En ce qui concerne le premier thème, deux points sont en

relation étroite l'un avec l'autre : *l'attaque à la rente urbaine*, comme base pour la détermination d'un *revenu de citoyenneté* métropolitaine. En d'autres termes, la destruction de la rente urbaine, pourrait permettre le financement du revenu de citoyenneté. Un deuxième point de vue, concerne la construction d'un rapport profond et irréversible, entre *investissements* productifs, et *investissements pour le services* dans les métropoles : le « commun » de la multitude, se construit à l'intérieur de ce rapport économique métropolitain. Cela signifie que les investissements privés et/ou publics, doivent être essentiellement consacrés à la croissance des services métropolitains, considérés comme base fondamentale de toute croissance de la productivité. D'autres problèmes concernent, comme on l'a déjà dit, la gestion de la métropole. C'est ici que l'autonomie métropolitaine doit être complètement redéfinie et organisée, donc assumée institutionnellement. Le désarmement de la police et la radicalité démocratique-urbaine de la Magistrature (et le contrôle de l'une et de l'autre partie sur l'autogestion métropolitaine) doivent être imposés. Il s'agit de construire, à l'intérieur d'un langage et d'une machine constitutionnelle adéquats, une articulation efficace, et démocratique, du rapport entre autonomie de la multitude des métropoles et gouvernement (gouvernance) des pays. Dans la *gouvernance* globale, beaucoup d'expériences concernent les rapports « mouvements/gouvernement » et il serait nécessaire d'approfondir ce type des thématiques, mais pour le moment ça suffit.

11. Au de là de la représentation, au de là de l'exode.

Une dernière question pour le débat. Cela peut être considéré (selon nous) comme une annexe à ce que nous avons déjà dit, ou comme l'indication d'un nouveau passage constituant à parcourir. Voici la question : comment peut-on POSER la *puissance de la multitude* par rapport à la *représentation politique* (à laquelle est confiée la gestion de la métropole dans le cadre préposé par l'ordre du capital ?). Un point nous semble clair : l'attaque à la rente urbaine, la prédisposition (ou préconstitution) d'un fond métropolitain pour la rente de citoyenneté, une politique productive d'instruments de recherche, de documentation très singulière, et de *gouvernance* démocratique pour l'autogouvernement métropolitain : ceux-ci sont des objectifs incontournables. Et bien : ou des structures du gouvernement local se plient à ces urgences (exigences), ou il faut les obliger, à se plier. Dans le premier cas, les structures « locales » du gouvernement de la métropole (bien qu'elles ne soient plus locales, nous l'avons déjà vu) et les mouvements, s'organiseront ensemble pour agir en dehors des déterminations centrales

de l'ordre du capital). Dans le deuxième cas, ces mêmes structures (et mouvements) iront vers de nouvelles formes de légitimation, pour leur action et voudront construire des nouveaux instruments de gouvernement . Pour nous, il est intéressant que le rapport entre le *dehors* et l'*antagonique* soit toujours évident pour l'intelligence et la volonté des singularités qui agissent à l'intérieur de la multitude. « Dehors », signifie que l'on sait où l'on va, l'on sait quels sont les problèmes à résoudre, et les ressources (les forces) à mobiliser pour construire une société meilleure de celle dans laquelle nous vivons. « Antagonique », signifie avoir pris conscience de la réussite, et des formes dans lesquelles pouvoir encore agir de l'intérieur la société bourgeoise contre l'empire du capital. C'est le rapport qui nous intéresse : *un exode radical*. Certains, nous appellent des utopistes – peut-être il y a très longtemps nous l'avions été, quand nous n'avions pas encore expérimenté la force disruptive du rapport entre les mouvements multitudinaux et les gouvernements (et toutes les autres institutions du capital) qui s'établit dans la *gouvernance* telle que nous l'envisageons. Peut-être il y a très longtemps nous l'avions été, quand nous considérions encore le Parti Communiste comme une force révolutionnaire, et nous avions confiance en lui participant à une lutte « dans et contre » notre destin. Peut-être nous l'avions été, même dans d'autres occasions. Mais aujourd'hui, pourquoi nous accuser de cela ? Aujourd'hui, pour nous être « antagonique » au capitalisme signifie décliner en mille façons des possibilités concrètes, *biopolitique* de l'être. Désormais, le capitalisme est un bateau des patrons fatigués et malades, avec un drapeau jauni qui navigue dans des eaux inquiètes, une histoire parasitaire de familles ; comme des défaite des beaucoup d'inutiles moralisateurs...C'est fini ! C'est vraiment fini ! Une bande de soi-disant hommes de gauche, démocratiques, misérables, bâtards, veut nous montrer (même pas démontrer) le contraire...qu'ils le fassent ! Quelle dérive ils nous réservent ! Le trio Berlusconi-Rutelli-D'Alema...quel scandale ! quelle misère ! Nous sommes irrémédiablement en dehors de cette falsification éhontée du réel. “Contre” et “dehors” : *antagonique*, comme peut seul l'être le refus le plus radical de l'exploitation du mode de vie dans le capitalisme ; *antagonique*, comme seule nous le permet l'imagination de construire un nouveau monde, et la conscience forte de le faire, jusqu'à maintenant, d'avoir des idées pour...A ce stade du projet, il s'agit donc de commencer à assiéger la citadelle du pouvoir métropolitain. Dans la ville, la bataille est déjà en cours, grouillante, et la possibilité de révolutionner le monde capitaliste, à partir des métropoles, ne nous semble pas tout à fait irréaliste. Le désir de le faire est donc irréversible.

Cet article, commencé par la discussion sur les politiques de la social-démocratie, et sur leur catastrophe, continue par une analyse des nouvelles formes de lutte que les multitudes expriment dans la métropole, et il parvient à un premier schéma des thèmes de l'autonomie multitudinaire, qui pourront être développés par les agencements collectifs du mouvement. C'est seulement un début, mais c'est un ordre du jour qu'il est important de commencer à aborder. L'utilité de cet article, sera peut-être tout simplement de souligner (et d'insister) sur le fait que les problèmes liés au rapport entre la multitude et les métropoles, sont finalement les seuls problèmes par rapport auxquels se qualifie une nouvelle politique de gauche – c'est-à-dire la transformation des modes communs de vie à l'intérieur de la métropole. Il s'agit de problèmes importants (capitiaux), parce que désormais, non seulement les objectifs communistes, mais aussi les modes démocratiques, doivent être traités ensemble. Et dans la métropole de la multitude, il n'y a pas l'un sans l'autre.

Antonio Negri

15 décembre 2005

(Traduit par Laura TOPPAN)